

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 2020-Is025T2		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
COOPÉRATIVE AGRICOLE DAUPHINOISE 2460 Chemin de la voie ferrée ZI Le Rival 38260 LA CÔTE-SAINT-ANDRÉ SIREN : 775 596 885 SIRET : 77559688500019		S3IC 0104.00616 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : Stockage de céréales		
Date du contrôle : 28/05/2020		
Inspecteurs : Guillaume LAVABRE et Hélène BEC		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle : Sécurité		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> Silos de La Côte-Saint-André (tour de manutention, cellules, galeries) 		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> Arrêtés préfectoraux N°2007-04601 du 29 mai 2007 et N°DDPP-ENV-2016-10-12 du 24 octobre 2016 Arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M ^{me} Valérie MICHALLAT M. Frédéric FAYANT M. Fabien GONNON M. Olivier PAIS	COOPÉRATIVE AGRICOLE DAUPHINOISE	Ingénieur chargé de projets Directeur technique Responsable secteur industriel Responsable du silo
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule Pôle territorial - T2 <input type="checkbox"/> Autre :	

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par mail du 7/05/2020 correspondaient au périmètre suivant à inspecter :

- Suites de l'inspection du 24 juillet 2014
- Gestion du risque accidentel (incendie, explosion)
- Condition d'exploitation

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées.

I.2 – Présentation

Le groupe La Dauphinoise est un groupe coopératif agricole qui intervient dans plusieurs domaines d'activités tels que :

- la collecte, le stockage et la commercialisation de productions végétales ;
- la distribution d'agro-fouritures aux professionnels et le conseil en culture auprès des agriculteurs,
- la production de semences ;
- la distribution grand public en jardinage, végétaux, etc. (magasins Gamm Vert) ;
- le domaine animal (fabrication d'aliments pour animaux) et de la viande (rachat de sociétés dans des régions d'élevage, etc.).

Le groupe compte aujourd'hui près de 1300 personnes dont 250 dans le domaine des loisirs verts. Il est implanté dans une large région Rhône-Alpes. Le site de La Côte-Saint-André possède deux activités distinctes :

- Une activité de collecte : le site réceptionne des céréales en provenance directe du champ et qui sont livrées par les agriculteurs.
- Une activité de recentrage de la collecte : les céréales réceptionnées dans les petits silos de collectes disséminées sur les campagnes alentours, sont évacuées au fur et à mesure vers le site pour être nettoyées, séchées en attendant leur vente.

Les céréales principalement stockées sont du maïs, du blé, de l'orge et du triticale pour la fabrication de l'alimentation animale de l'usine voisine DNA (principal client). Il compte une soixantaine d'adhérents (environ 30 % des réceptions de céréales) et l'ensemble de la superficie de production est de l'ordre de 10000 ha. Il emploie 3 personnes. Les différents silos verticaux implantés sur le site cumulent une capacité de 55115 m³. Un séchoir est présent sur le site.

Le site est classé à autorisation au titre de la rubrique 2160-2-a de la nomenclature des ICPE pour ses silos verticaux. Les activités ont été autorisées par l'arrêté N°2007-04601 du 29 mai 2007. Depuis la dernière inspection la principale modification est l'augmentation de capacité (implantation de trois cellules boisseaux de stockage supplémentaires notamment destinées au chargement des camions) qui a fait l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire N° DDPP2016-ENV-2016-10-12 du 24 octobre 2016 de mise à jour du classement ICPE du site.

Pour des raisons pratiques et sanitaires (COVID-19) la réunion s'est tenue à l'agricentre à l'est du silo.

I.3 – Constats effectués (y compris sur les suites apportées à la précédente inspection du 24/07/2014)

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau indique les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

Les articles vérifiés qui n'ont pas donné lieu à un constat de non-conformités ou une observation sont les suivants :

- article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004
- point 1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral N°2007-04601 du 29 mai 2007

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, 3 non-conformités ont été relevées. Ces non-conformités sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Proposition de suites :

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum de 3 mois, les justificatifs visant à remédier aux non-conformités constatées.

<p>Inspecteur le 22/06/2020</p>  <p>Guillaume LAVABRE</p>  <p>Hélène BEC</p>	<p>Vérificateur le 22/06/2020</p>  <p>Benjamin BRUN</p>	<p>Approbateur le 22/06/2020</p>  <p>Benjamin BRUN</p>
---	--	---

Annexe 1 – Fiche de constats

Constat N°1 : Le courrier du 8 octobre 2014 de la mairie de La Côte-Saint-André indique que des mesures de débits et pression des poteaux incendie au droit du site ont été effectués. Ceux-ci étaient respectivement à 1 bar de 120 m³/h (PI n°99) et 114 m³/h (PI n°102). Ces débits doivent être réactualisés.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Point 6.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral N°2007-04601 du 29 mai 2007	3 mois	L'exploitant fera procéder à de nouvelles mesures de débits des deux poteaux incendies en simultané.

Constat N°2 : La réserve en émulseurs (6 fûts de 200 litres émulseur synthétique EXPANDOL) est stockée sur palette sous l'auvent de l'agricentre de la coopérative à l'Est du site qui a fait l'objet de l'inspection. Une rétention adaptée devra être mise en place afin d'éviter que ce produit ne puisse se répandre dans l'environnement. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir l'avis du SDIS sur le dimensionnement de la capacité en émulseurs. Il possède également un générateur de mousse sur site.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Points 4.7.2 et 6.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral N°2007-04601 du 29 mai 2007	2 mois	L'exploitant sollicitera le SDIS afin d'obtenir son avis sur le dimensionnement de la capacité en émulseurs et stockera dès réception du rapport ses fûts d'émulseur synthétique EXPANDOL sur rétention comme prévu par l'arrêté préfectoral.

Constat N°3 : Les extincteurs ont été vérifiés pour la dernière fois en mai 2019. L'exploitant a transmis une facture qui atteste de l'entretien des extincteurs datée du 13/09/2019 et il a indiqué avoir contacté son prestataire (DESAUTEL) pour effectuer une nouvelle vérification mais la situation sanitaire a retardé le jour de l'intervention. Il a transmis par mail du 17/06/2020 une confirmation pour une intervention qui aura lieu le 29/06/2019.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Point 6.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral N°2007-04601 du 29 mai 2007	3 mois	L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des extincteurs de la société DESAUTEL pour l'année 2020 à l'inspection des installations classées.

Constat N°4 : Il n'a pas été constaté d'empoussièrisme significatif le jour de l'inspection (tous les indicateurs d'empoussièrisme rencontrés au sol étaient visibles le jour de l'inspection) et les installations sont effectivement maintenues propres. L'exploitant précise que le nettoyage est régulièrement effectué et a présenté le registre de nettoyage qui est tenu à jour. L'exploitant a fait appel en février et mai 2020 à la société SR2I pour nettoyer et entretenir certaines parties des installations (cellules C3, C4, C7, C8, C9, C10) pour un total de 10 jours travaillés. Le site possède trois dépoussiéreurs : un premier "ASP1" est situé à cheval entre le 2^{ème} et le 3^{ème} étage de la tour, il fonctionne avec des manches qui filtrent les poussières issues des installations de manutention. Un second "ASP2" est situé également au deuxième étage de la tour, il fonctionne avec des poches filtrantes et centralise l'aspiration des poussières provenant notamment du

nettoyage par aspirateurs. Un troisième "STOLZ" situé à l'extérieur des installations au pied de la tour de manutention proche de DNA fonctionne avec des manches qui filtrent les poussières issues de la manutention. L'exploitant a transmis un rapport de contrôle de ces dépoussiéreurs effectué le 3 février 2020 par la société PROFILTRE. Il apparaît que le filtre finisseur et l'évent d'explosion du dépoussiéreur ASP2 sont hors service et que les manches filtrantes du dépoussiéreur STOLZ sont colmatées. Ces éléments nécessitent un remplacement. L'exploitant s'est engagé par mail du 17/06/2020 à transmettre la facture relative à ces travaux dès réception.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Points 3.1.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral N°2007-04601 du 29 mai 2007	2 mois	L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées les factures de remplacement des éléments qui ont fait l'objet de remarques lors du contrôle de la société PROFILTRE du 3/02/2020 (factures).

Constat N°5 : Toutes les cellules de stockage de céréales disposent de thermométrie (sauf les boisseaux qui ne font pas l'objet de stockages prolongés dans le temps). Les informations sont transmises en salle de contrôle et les données sont enregistrées dans le système informatique. L'exploitant a présenté la procédure "Maîtrise du stockage des grains".

- L'inspection des installations classées a pu constater le jour du contrôle une température anormalement élevée au niveau de la cellule n°14 sur le niveau 2 de la sonde S3. L'exploitant a indiqué que le capteur de la sonde est hors-service et qu'il fallait qu'il procède au remplacement de la sonde entière. La société SERA a remis la sonde en état de fonctionnement le 16/06/2020.

- L'exploitant n'était pas en mesure le jour de l'inspection d'éditer les relevés de température sur 15 jours glissants sur la cellule C2. L'exploitant a précisé le 17/06/2020 que la société SERA a été contacté pour résoudre ce problème et que le silo peut toutefois imprimer les températures instantanées et visualiser les courbes de températures pour surveiller l'évolution mais sans pouvoir imprimer les relevés de température.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 14 de l'arrêté ministériel du 29/03/04 modifié	2 mois	L'exploitant s'assurera de pouvoir éditer les relevés de températures qui font l'objet d'un enregistrement informatique.

